

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 16 juillet 2018**

| Effectif<br>légal | Présents  | Procurations<br>+<br>Absents |
|-------------------|-----------|------------------------------|
| <b>25</b>         | <b>20</b> | <b>5</b>                     |

N° de la séance : 14

Objet de la délibération: Direction  
Aménagement Environnement - Qualité  
de l'Air - Projet MIQASS - Convention de  
participation financière avec l'Association  
de Défense de l'Environnement de  
Villeneuve-Loubet

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.145

Date de la convocation :  
**Le 10/07/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **27 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **27 JUL. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 16 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

**Monsieur LUCA,**

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis a choisi d'exercer la compétence de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, notamment au travers de la lutte contre la pollution de l'air.

C'est à ce titre que l'Association de Défense de l'Environnement de Villeneuve-Loubet, l'ADEV, qui œuvre pour la lutte contre les pollutions, sollicite la CASA pour soutenir la réalisation d'un projet pilote de mesures indicatives de la qualité de l'air pour la sensibilisation et la santé (Projet MIQASS). Ce projet est mené en partenariat avec AirPACA et la commune de Villeneuve-Loubet.

Ce projet consiste en l'installation d'un panneau d'information associé à des micro-capteurs mesurant la qualité de l'air pour l'information des citoyens et des automobilistes. Il permettra de faire connaître en temps réel le niveau de pollution à proximité de l'axe routier aux habitants, aux automobilistes et aux camionneurs.

Les microcapteurs mesureront en permanence à proximité d'un axe majeur, l'avenue des Plans à Villeneuve-Loubet, les niveaux de trois polluants de l'air. Ces informations, après traitement par les algorithmes mis au point par AirPACA, seront envoyées en quasi temps réel sur le panneau d'information. Ils seront également accessibles sur le site de la Ville, d'AirPACA et de l'ADEV.

Les objectifs de l'ADEV au travers du projet MIQASS sont de sensibiliser et inciter les habitants, automobilistes et camionneurs à modifier leurs comportements en choisissant des modes de déplacements plus vertueux et en évitant les horaires les plus chargés, voire en annulant leur déplacement.

Une fois la modélisation mise au point, ce dispositif pourra être dupliqué sur d'autres communes à un coût réduit si les résultats de cette expérimentation sont concluants et si d'autres communes le souhaitent.

Le budget global de cette action est de 40 000€.

L'ADEV sollicite la CASA à hauteur de 8 000€ pour ce projet. D'autres financements émanent d'aides privées ou sont en cours d'instruction par le Conseil Régional et Conseil Départemental.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 4 500€ à l'ADEV pour la mise en œuvre du projet MIQASS ;
- d'approuver la convention de participation financière entre l'ADEV et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président de la CASA délégué à l'environnement à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 830 du budget 2018 de la Direction Aménagement Environnement.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 4 500€ à l'ADEV pour la mise en œuvre du projet MIQASS ;
- d'approuver la convention de participation financière entre l'ADEV et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président de la CASA délégué à l'environnement à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 830 du budget 2018 de la Direction Aménagement Environnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 16 juillet 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION ADEV

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée **Association de défense de l'environnement de Villeneuve-Loubet** régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la défense de l'environnement, la protection de la santé publique et la lutte contre les pollutions, dont le siège social est 17 Av de Bellevue - 06270 Villeneuve-Loubet, représentée par Serge JOVER, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ADEV**

### EXPOSE

Le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a choisi d'exercer la compétence de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, notamment au travers de la lutte contre la pollution de l'air.

Conformément à ses statuts, **l'ADEV** qui œuvre pour la lutte contre la pollution de l'air sollicite la Communauté d'Agglomération pour la réalisation d'un projet pilote de mesures indicatives de la qualité de l'air pour la sensibilisation et la santé (Projet MIQASS)

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action, qui pourrait éventuellement être dupliquées sur d'autres communes si elles le souhaitent.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, **l'ADEV** s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2018, la mission suivante :

Installation d'un panneau d'information associé à des micro-capteurs mesurant la qualité de l'air pour l'information des citoyens et des automobilistes :

Ce projet vise à faire connaître en temps réel le niveau de pollution à proximité de l'axe routier aux habitants, aux automobilistes et aux camionneurs. Il est mené en partenariat avec AirPACA et la commune de Villeneuve-Loubet.

Les microcapteurs mesureront en permanence à proximité d'un axe majeur, l'avenue des Plans à Villeneuve-Loubet, les niveaux de plusieurs polluants de l'air : les particules fines PM10, le monoxyde d'azote NO et le dioxyde d'azote NO2. Ces informations, après traitement par les algorithmes mis au point par AirPACA, seront envoyées en quasi temps réel sur le panneau d'information. Ils seront également accessibles sur le site de la Ville, d'AirPACA et de l'ADEV.

Une fois la modélisation mise au point, il pourra être dupliqué sur d'autres communes à un coût réduit.

Les objectifs de l'**ADEV** au travers du projet MIQASS sont de sensibiliser et inciter les habitants, automobilistes et camionneurs à modifier leurs comportements en choisissant des modes de déplacements plus vertueux et en évitant les horaires les plus chargés, voire en annulant leur déplacement.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement **l'ADEV** pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle sera effective pour une durée d'une année.

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible du projet MIQASS est évalué à : 40 000€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Le coût total estimé annuel prend en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

**L'ADEV** reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.



## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

**Le montant de la subvention attribuée par la C.A.S.A. est de 4500€.**

Cette subvention sera versée en 2 temps : 70 % à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30 % restant seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan intermédiaire et un bilan final** de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilan intermédiaire**

**L'ADEV** s'engage à fournir 6 mois après la signature de la présente convention un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Taux de fonctionnement de la cabine de mesures automatique, équipée des microcapteurs
- Taux de fonctionnement du panneau (nombre de données horaires produites sur la période de la convention)
- Nombre de comptages routiers pour améliorer la précision du modèle
- Nombre de supports de communication créés et distribués par rapport à la sensibilisation (réunions publiques, flyers, ...)
- Nombre de connexion sur les sites internet de l'ADEV, d'AirPACA et de la commune de Villeneuve-Loubet (sur les pages dédiées).
- Par ailleurs, pour vérifier l'impact de l'action de sensibilisation d'un tel panneau, l'ADEV engagera des enquêtes sous la forme de son choix auprès des habitants, des automobilistes et des camionneurs sur l'impact de l'information diffusée sur ce panneau sur leur comportements en matière de déplacement.

Les contacts téléphoniques et échanges par mail entre **l'ADEV** et le service environnement de la CASA seront réguliers afin d'informer les parties prenantes de l'évolution de la réalisation des actions.

L'Association invitera la CASA à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

## 6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par **L'ADEV**.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

## 6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

**L'ADEV** s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association **ADEV** remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2019.
- Si l'Association **ADEV** est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **L'ADEV** devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association **ADEV**, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En cas d'annulation de la manifestation, la participation de la CASA deviendrait nulle après notification en RAR.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

**L'ADEV** s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association **ADEV**,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice- Président Délégué à  
l'environnement et la biodiversité

Serge JOVER

Lionnel LUCA



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 16/07/2018  
Numéro : BC\_2018\_145  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Qualité de l'Air - Projet MIQASS - Convention de participation financière avec l'Association de Défense de l'Environnement de Villeneuve-Loubet  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : qmldr8V

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 27/07/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180716-BC\_2018\_145-DE

**Acte reçu**

Date : 16/07/2018  
Numéro interne : BC\_2018\_145  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Qualité de l'Air - Projet MIQASS - Convention de participation financière avec l'Association de Défense de l'Environnement de Villeneuve-Loubet  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_145-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_145-DE-1-1\_2.PDF

N